



L'économie francilienne reste dynamique au troisième trimestre 2017

Au troisième trimestre 2017, l'emploi salarié marchand maintient son rythme de croissance (+ 0,4 %) en Île-de-France. Il est surtout porté par le secteur de la construction (+ 0,9 %), qui bénéficie d'une activité particulièrement dynamique. Malgré cela, le taux de chômage augmente pour la première fois depuis un an et demi et atteint 8,4 % dans la région. La fréquentation hôtelière continue sa progression avec des taux d'occupation supérieurs à ceux de 2016 et proches de ceux de 2015.

Joseph Chevrot, Michèle Debosque, Samuel Deheeger, Denis Rabadeux, Insee Île-de-France

La hausse de l'emploi se maintient en Île-de-France au troisième trimestre 2017

Avec 17 100 emplois supplémentaires dans la région, l'emploi salarié marchand continue de progresser au troisième trimestre 2017 (+ 0,4 % par rapport au deuxième trimestre) (*figure 1*) à un rythme légèrement supérieur à celui de la France métropolitaine (+ 0,3 %).

En un an, cette hausse atteint 1,8 % et représente 72 700 emplois de plus dans la région contre + 1,6 % en France métropolitaine (247 600 emplois supplémentaires). Par rapport au troisième trimestre 2016, l'emploi progresse dans tous les départements. La hausse est soutenue en Seine-et-Marne (+ 3,5 %), à Paris (+ 2,4 %) et dans le Val-d'Oise (+ 2,3 %), et est plus modérée dans les Yvelines (+ 0,3 %).

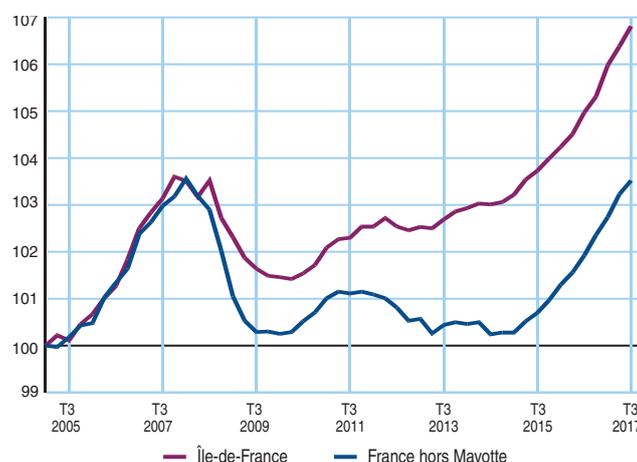
En Île-de-France, l'emploi dans la construction croît de 0,9 % au troisième trimestre 2017 par rapport au trimestre précédent. Cette hausse, plus rapide qu'au niveau national (+ 0,1 %), va de pair avec une forte activité : 82 700 logements ont été mis en chantier entre décembre 2016 et novembre 2017, en hausse de 26,3 % par rapport à la même période un an auparavant. Depuis juin 2017, ce secteur a ainsi gagné 2 500 postes, ce qui porte à 7 200 la création d'emplois en un an. À l'inverse, les créations de postes dans l'intérim, qui soutenaient la croissance de l'emploi depuis plusieurs trimestres, fléchissent à l'été 2017 (- 0,1 %).

En Île-de-France, huit salariés sur dix travaillent dans le secteur tertiaire marchand hors intérim. Ce secteur - principal moteur

de la création d'emplois - maintient son dynamisme avec une croissance de 0,6 % au cours du troisième trimestre 2017. Il emploie ainsi 14 800 salariés de plus au cours du trimestre (*figure 2*), et 49 600 en un an (+ 1,9 %). De même, le secteur des services aux entreprises est un important pourvoyeur d'emplois avec 7 800 emplois supplémentaires au

1 Évolution de l'emploi salarié marchand

Indice base 100 au 1^{er} trimestre 2005

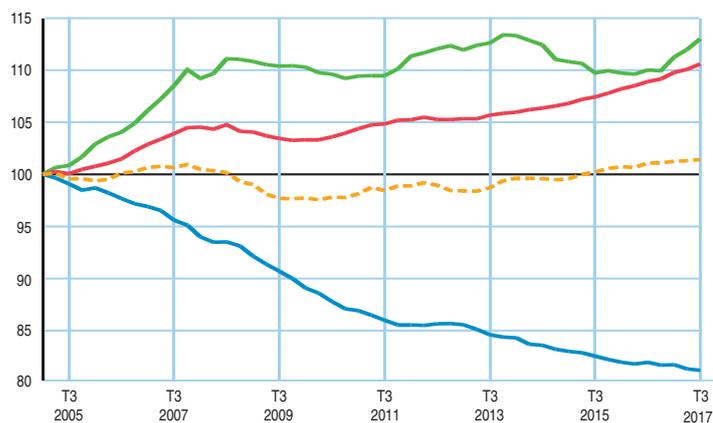


Données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale et salariés des particuliers employeurs.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoiss-Urssaf, Dares, Insee.

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Île-de-France

Indice base 100 au 1^{er} trimestre 2005



Données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale et salariés des particuliers employeurs.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acooss-Urssaf, Dares, Insee.

Avertissement - À partir des résultats du premier trimestre 2017, les estimations trimestrielles d'emploi localisées commentées dans les notes de conjoncture régionale sont réalisées en partenariat avec l'Acooss et les Urssaf (champ hors intérim) ainsi que la Dares (sur l'intérim). La synthèse de l'ensemble des éléments est assurée par l'Insee. Parallèlement aux publications régionales de l'Insee, les Urssaf publient des StatUr notamment sur les effectifs salariés. Les niveaux publiés dans ces deux publications sont différents (emploi en personnes physiques pour l'Insee contre nombre de postes pour les Urssaf) en raison des écarts de champ et de concept.

Sur le champ commun, les taux d'évolutions peuvent différer légèrement sur les échelons agrégés présentés dans les notes de conjoncture et les StatUr, compte tenu d'effets de composition liés aux écarts de niveaux.

Par ailleurs, l'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données.

cours du troisième trimestre 2017. Les secteurs de l'information-communication et de l'hébergement-restauration restent dynamiques avec respectivement 2 600 et 2 500 postes de plus entre juillet et septembre 2017.

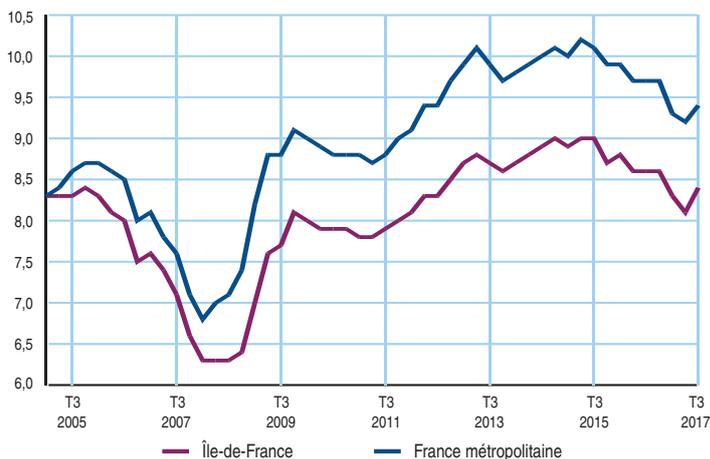
Dans l'industrie en revanche, la dégradation de l'emploi se poursuit au cours du troisième trimestre 2017 de manière plus accentuée qu'en France métropolitaine (- 0,2 % contre - 0,1 %). La baisse concerne tous les secteurs, à l'exception de la fabrication d'équipements électriques, électroniques, informatiques, fabrication de machines qui se maintient (+ 0,1 %).

Le taux de chômage repart à la hausse au troisième trimestre 2017

Le taux de chômage francilien augmente pour la première fois depuis six trimestres, à l'instar du taux de chômage en France métropolitaine qui n'avait pas augmenté depuis neuf trimestres. Ce taux s'établit à 8,4 % de la population active en Île-de-France (9,4 % en France métropolitaine). La hausse est de 0,3 point par rapport au deuxième trimestre pour la région alors qu'elle est de 0,2 point pour la France métropolitaine (figure 3). En un trimestre, le taux de chômage augmente dans tous les départements franciliens : + 0,4 point en Seine-Saint-Denis et entre + 0,2 et + 0,3 point pour chacun des sept autres départements. En un an, le taux de chômage a toutefois reculé de 0,2 point, contre 0,3 point en France métropolitaine. Dans la région, cette baisse annuelle est plutôt homogène : - 0,3 point en Seine-Saint-Denis et - 0,2 point dans les autres départements franciliens.

3 Taux de chômage

En %



Données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

Une légère baisse de la demande d'emploi

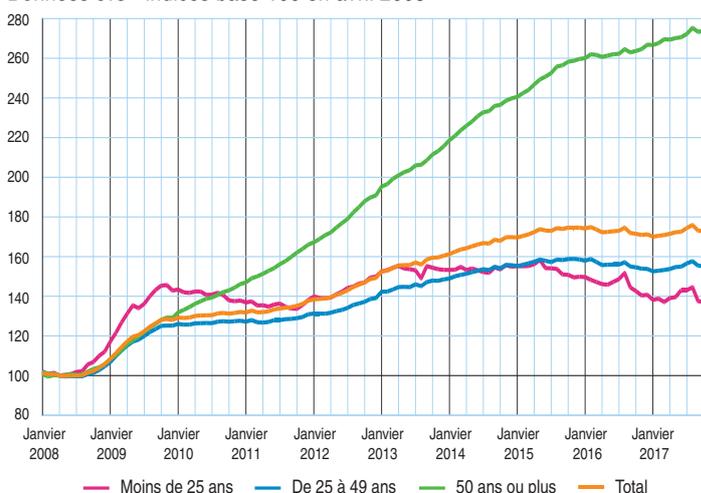
Fin novembre 2017, 988 630 demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle emploi en catégories A, B ou C. Ce chiffre diminue de 0,7 % au troisième trimestre 2017, mais progresse de 2,7 % en un an, à un rythme proche de celui observé en France métropolitaine.

Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A (n'ayant pas travaillé durant le mois précédent) baisse de 2,0 % dans la région en évolution trimestrielle (- 2,4 % en France métropolitaine), alors qu'il augmente de 0,9 % en un an (- 0,1 % en France métropolitaine).

La situation s'embellit pour les jeunes de moins de 25 ans : leur nombre en catégorie A fléchit de 6,7 % au cours du trimestre et de 4,0 % en un an. En revanche, la demande d'emploi des seniors de 50 ans ou plus ne suit pas cette dynamique (- 0,7 % sur un trimestre et + 3,3 % sur un) (figure 4). Chez les femmes, la baisse de la demande d'emploi est plus marquée que celle des hommes (- 2,2 % contre - 1,7 % sur trois mois pour la catégorie A), comme en France métropolitaine.

4 Évolution du nombre de demandeurs d'emploi franciliens

Données cvs - indices base 100 en avril 2008



Champ : demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois.

Source : Pôle emploi, Dares.

Maintien d'un niveau élevé de créations d'entreprises dans la région

De janvier à octobre 2017, plus de 141 000 entreprises sont créées dans la région, soit une hausse de 5,5 % par rapport à la même période un an plus tôt (figure 5). L'évolution est sensiblement la

5 Créations d'entreprises dans la région Île-de-France

Créations d'entreprises	Janvier à octobre 2017		Évolution en glissement annuel (en %)*		
	Total créations	Part des micro-entrepreneurs (en %)	Total créations	Micro-entrepreneurs	Créations hors micro-entrepreneurs
Industrie	3 468	33,9	4,0	-23,5	27,5
Construction	10 626	22,4	-0,5	-27,0	11,1
Commerce, transports, hébergement, restauration	42 709	40,9	5,5	6,5	4,7
Information et communication	11 529	45,3	5,5	4,6	6,2
Activités financières	4 130	15,2	6,2	1,9	7,0
Activités immobilières	4 168	20,9	11,0	29,3	7,0
Activités de services**	43 242	58,4	13,2	19,3	5,7
Enseignement, santé, action sociale	13 774	64,7	3,7	8,6	-4,3
Autres activités de services	7 706	56,3	-17,9	-30,4	6,9
Total Île-de-France	141 352	46,9	5,5	5,0	6,0
Total France métropolitaine	473 774	40,9	5,0	4,5	5,3

* Évolution du cumul de janvier à octobre 2017 par rapport au même cumul en 2016.

** Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (niveau A10, NAF rév 2).

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

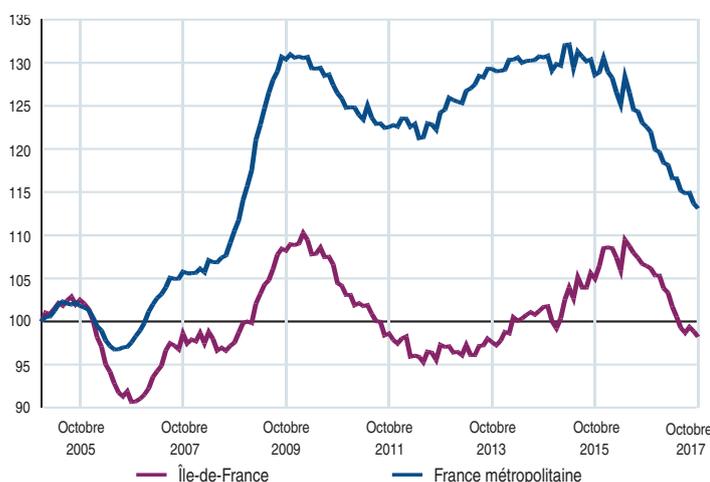
même au niveau national (+ 5,0 %). La création sous le régime du micro-entrepreneur suit également cette dynamique (+ 5,0 %). Sur les deux derniers mois observés (septembre et octobre 2017), la création sous ce régime est même devenue majoritaire (50,7 %). Depuis le début de l'année 2017, le « commerce, transport, hébergement et restauration », ainsi que les « activités spécialisées, scientifiques et techniques, de services administratifs et de soutien », constituent les deux secteurs qui enregistrent le plus grand nombre de créations d'entreprises (43 000 chacun). Pour le premier, la hausse est de 5,5 % par rapport à la même période en 2016, tandis que, pour le second, elle s'élève à 13,2 %. Par ailleurs, l'immobilier renoue avec un haut niveau de créations (+ 27,4 % en octobre après + 19,5 % en septembre 2017). Au cours des dix premiers mois de l'année 2017, la création d'entreprises dans le secteur de la construction atteint le même niveau qu'en 2016, malgré l'effondrement des créations dans le cas particulier des micro-entrepreneurs (- 27,0 %).

En un an, à la fin octobre 2017, les défaillances d'entreprises baissent de 5,5 % en Île-de-France (- 7,6 % en France métropolitaine) (figure 6).

Cette décreue concerne la quasi-totalité des secteurs excepté celui des transports et entreposage. La situation est particulièrement favorable avec une diminution des défaillances dans les secteurs des activités financières (-16,5 %), des activités immobilières (- 13,4 %) et de la construction (- 10,1 %).

6 Défaillances d'entreprises

Indice base 100 en janvier 2005



Données mensuelles brutes au 20 décembre 2017, en date de jugement. Chaque point représente l'évolution du cumul des douze derniers mois.

Source : Fiben Banque de France.

La construction de logements toujours en forte hausse

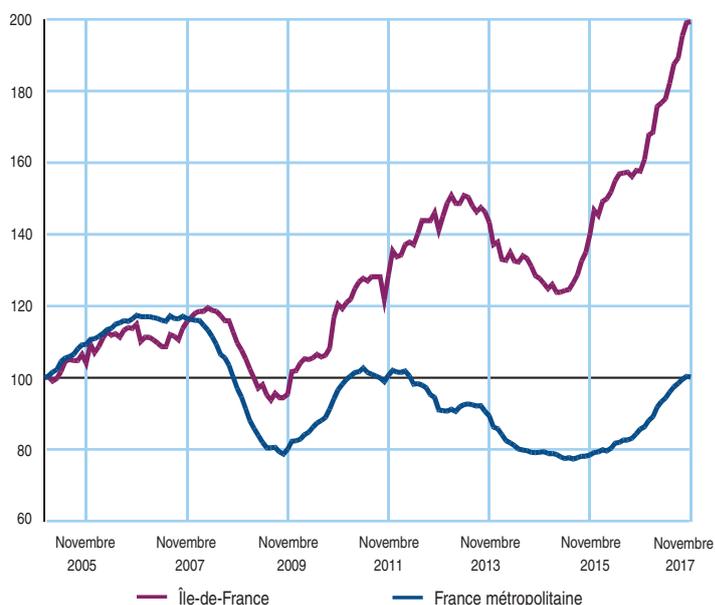
Entre décembre 2016 et novembre 2017, 101 800 logements sont autorisés à la construction en Île-de-France, soit une hausse de 17,6 % par rapport aux douze mois précédents, contre + 11,9 % au niveau national. De même, les mises en chantier de logements progressent : en un an, 82 700 logements ont été commencés dans la région, soit une hausse de 26,3 % par rapport aux douze mois précédents, contre + 15,1 % en France métropolitaine (figure 7).

Fin novembre 2017, les surfaces de plancher des locaux autorisés à la construction s'accroissent fortement en Île-de-France sur un an (+ 25,4 % contre + 7,7 % en France métropolitaine). La surface des locaux dont la construction a débuté augmente d'un tiers dans la région par rapport aux douze mois précédents, contre + 9,0 % au niveau national.

Au troisième trimestre 2017, les ventes de logements neufs sont en hausse par rapport au même trimestre de 2016 (+ 11,7 %), largement au-dessus du niveau national (+ 0,6 %). Les prix de vente au m² des logements neufs ont augmenté de 0,7 % dans la région par rapport au troisième trimestre 2016.

7 Évolution du nombre de logements commencés

Indice base 100 en janvier 2005

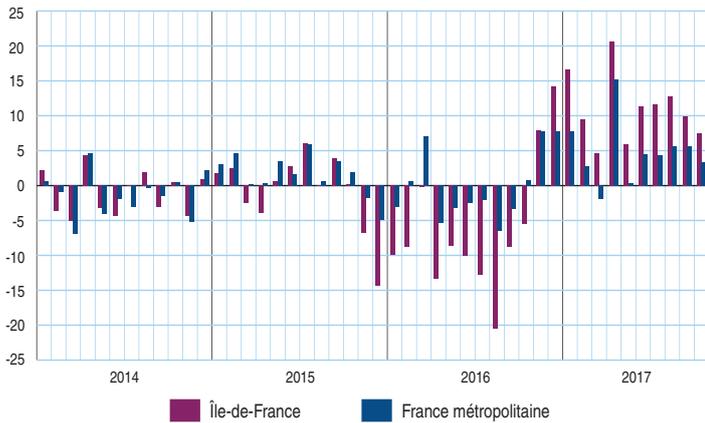


Données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.

Source : SDeS - base de données Sit@del2.

8 Évolution du nombre de nuitées hôtelières

Évolution du nombre de nuitées hôtelières du mois de l'année n par rapport au même mois de l'année précédente (en %)



Source : Insee, DGE, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière.

La fréquentation hôtelière presque aussi importante qu'en 2015

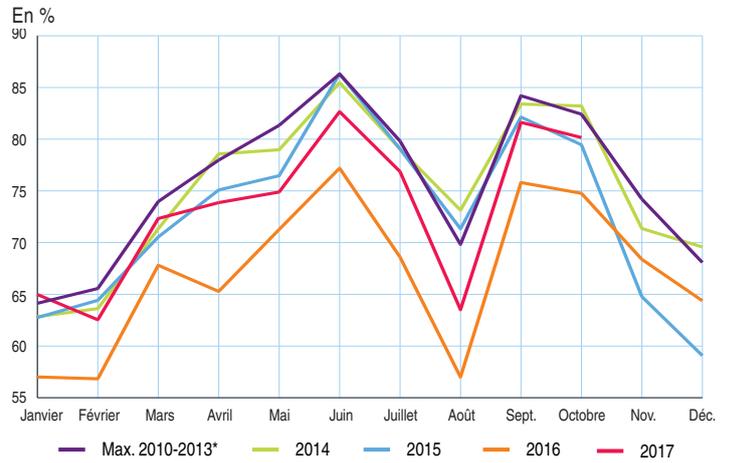
Au cours des dix premiers mois de 2017, les hôtels franciliens enregistrent 5,6 millions de nuitées supplémentaires (+ 10,8 %) par rapport à la même période de 2016. Ce nombre de nuitées est désormais proche de celui de 2015. L'année 2015 constitue une meilleure référence que 2016 pour suivre la fréquentation touristique, compte tenu de la forte baisse de l'activité hôtelière survenue en 2016 suite aux attentats (figure 8). Après les mois de juillet et août 2017, qui restaient en demi-teinte par rapport à l'été 2015 (- 840 000 nuitées, soit - 6,4 %), les nuitées repartent à la hausse en septembre (+ 0,3 %) et en octobre (+ 1,5 %). Au cours des dix premiers mois de 2017, la fréquentation des touristes étrangers diminue (- 650 000 nuitées, soit - 1,9 %) alors que celle des résidents augmente (+ 430 000 nuitées, soit + 1,8 %). Le repli de la fréquentation hôtelière par rapport à 2015 concerne essentiellement Paris (- 750 000 nuitées, soit - 0,4 %) en raison d'une

Contexte national

La croissance française atteindrait + 1,9 % en 2017

En France, l'activité est restée soutenue au troisième trimestre 2017 (+ 0,5 %, après + 0,6 %). La consommation des ménages a accéléré, l'investissement est resté solide, mais les exportations ont ralenti par contrecoup et les importations ont bondi. Le climat des affaires est au plus haut depuis 2008 si bien que la croissance accélérerait au quatrième trimestre (+ 0,6 %) pour atteindre + 1,9 % en moyenne en 2017. Elle resterait solide début 2018, tirée notamment par l'investissement des entreprises. Avec l'arrêt de la prime à l'embauche, l'emploi marchand a ralenti au troisième trimestre. Mais il accélérerait en fin d'année, avec l'amélioration de l'activité. En revanche, l'emploi non marchand baisserait du fait des suppressions d'emplois aidés. Au total, le taux de chômage, qui a ponctuellement augmenté à 9,7 % au troisième trimestre, repartirait à la baisse à 9,5 % fin 2017, puis 9,4 % mi-2018.

9 Évolution du taux d'occupation des hôtels en Île-de-France



* Fréquentation maximale observée sur la période 2011-2013.

Source : Insee, DGE, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière.

baisse de la clientèle étrangère, avec 800 000 nuitées de moins (- 3,7 %). Les taux d'occupation des hôtels sont supérieurs à ceux de 2016 pour chacun des dix mois, et relativement proches de ceux de 2015 sauf au mois d'août (- 7,8 points) (figure 9).

De janvier à octobre 2017, la clientèle européenne est moins présente qu'en 2015 (déficit d'environ 1 100 000 nuitées, soit une diminution de 6,4 %). Ce constat s'explique par une certaine désaffection des Italiens (- 29,7 %), des Britanniques (- 10,2 %) et des Espagnols (- 6,8 %). En revanche, les Belges (+ 8,4 %), les Allemands (+ 3,3 %) et dans une moindre mesure les Néerlandais (+ 0,4 %) confirment leur retour. Les clientèles en provenance de pays en dehors de l'Union européenne renforcent leur présence (260 000 nuitées supplémentaires, soit + 5,3 %). Cela concerne surtout les Américains et les Africains (+ 11,9 % chacun) et la clientèle proche-orientale (+ 4,8 %). À l'inverse, les Chinois et Japonais désertent quelque peu la région (- 7,2 % et - 26,1 %). ■

Contexte international

La zone euro croît à toute allure

L'activité a de nouveau accéléré cet été dans les économies avancées (+ 0,8 % après + 0,7 %) et elle resterait dynamique d'ici mi-2018 : le climat des affaires est bien orienté, en particulier dans la zone euro. Le chômage est au plus bas depuis 2008 dans la zone euro et depuis 2000 dans les économies anglo-saxonnes, ce qui soutiendrait un peu l'inflation d'ici mi-2018. L'activité s'est également reprise dans les économies émergentes mais à un rythme en deçà des années 2000. Le commerce mondial est reparti (+ 5,0 % en prévision pour 2017 après + 1,6 % en 2016). D'ici mi-2018, la croissance resterait solide aux États-Unis, portée par la relance fiscale votée en décembre. Dans la zone euro, l'activité continuerait d'augmenter solidement (+ 0,5 % à + 0,6 % par trimestre).

Insee Île-de-France

1 rue Stephenson
78188 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex

Directrice de la publication :

Marie-Christine Parent

Rédactrice en chef :

Dalila de Oliveira

ISSN 2416-8637

© Insee 2018

Pour en savoir plus

- Berthier D., Pouget J., Quévat B., Roucher D., « La France garde la cadence », *Insee Conjoncture - note de conjoncture*, décembre 2017.
- Chevrot J., Debosque M., Deheeger S., Rabadeux D., Trinquier B., « Un contexte économique toujours favorable dans l'ensemble », *Insee Conjoncture Île-de-France* n° 17, octobre 2017.